

La révolution Internet et la résistance virtuelle Le cas zapatiste

Éric Paquet

Volume 22, numéro 2, 2000

Le Web
The Web

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1087892ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1087892ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Canadienne d'Ethnologie et de Folklore

ISSN

1481-5974 (imprimé)
1708-0401 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Paquet, É. (2000). La révolution Internet et la résistance virtuelle : le cas zapatiste. *Ethnologies*, 22(2), 83–97. <https://doi.org/10.7202/1087892ar>

Résumé de l'article

Au milieu des années 1990, alors qu'internet commençait à peine à être connu du plus grand nombre, le sous-commandant Marcos entreprenait de diffuser, par le biais de listes électroniques et de sites Web, des communiqués relatifs à la résistance zapatiste. Lentement mais sûrement, le premier mouvement global de résistance virtuelle prenait racine. En replaçant les revendications autochtones dans le cadre plus général de la critique du néolibéralisme et de l'affirmation des principes universels de la démocratie, de la liberté et de la justice, les zapatistes ont élaboré un discours de portée globale qui leur a permis de rejoindre la sensibilité d'un nombre impressionnant d'internautes provenant de tous les coins de la planète. Toutefois, en jouant simultanément sur les registres local et global, les zapatistes risquent de s'éloigner de la réalité autochtone et de voir leurs actions et leur projet politique de plus en plus figés. Finalement, l'ampleur de la solidarité virtuellement exprimée permet d'avancer l'hypothèse de l'émergence d'un nouveau contrat social global par l'entremise du Web.

LA RÉVOLUTION INTERNET ET LA RÉSISTANCE VIRTUELLE

Le cas zapatiste

Éric Paquet

Département d'anthropologie, Université Laval

En 1994, j'ai participé à une conférence sur la mondialisation et les nouvelles technologies de l'information et de communication. Il y fut largement question du réseau Internet qui, selon toute vraisemblance, allait favoriser l'expansion du commerce mondial et profiterait à la mondialisation des marchés et à l'idéologie néolibérale. J'ai alors eu l'idée d'étudier les mécanismes de propagande du néolibéralisme dans Internet. Cette même année, le sous-commandant Marcos publiait un article contre le néolibéralisme dans le *Monde diplomatique* et j'appris qu'il diffusait dans Internet. J'allais rapidement me mettre à jour en constatant que l'outil du néolibéralisme était maintenant entre les mains de protestataires et de rebelles. La population mondiale a répondu à l'appel de Marcos en s'infiltrant partout dans Internet, ce qui devait donner lieu à la première résistance virtuelle contre le néolibéralisme. Le changement était dans l'air...

En 1994, Internet commençait à alimenter la curiosité de plusieurs et devenait plus accessible. Les utilisateurs se multipliaient. Plusieurs craignaient qu'Internet nous débranche de la réalité et nous plonge dans un monde virtuel, illusoire et ludique. On ne se doutait pas que dans le réseau *underground* des ONG, des associations, des militants et des intellectuels provenant de partout se rencontraient et discutaient ensemble, créant de véritables communautés virtuelles qui solidifiaient leur base et se préparaient à la résistance contre le néolibéralisme. En souscrivant à ces listes de diffusion, j'ai découvert tout un monde de débats et d'entraide qui nous invitait à mettre en œuvre des moyens de pression concrets contre le gouvernement mexicain (bombarderie [*mailbombing*], *sit-in* virtuel) et qui visait à sensibiliser la communauté internationale à l'effet des mesures néolibérales sur les autochtones du Mexique. Je me suis demandé si les discours de ces utilisateurs pouvaient avoir une

influence sur l'action zapatiste et, inversement, si le discours des zapatistes avait un effet sur les actions des utilisateurs. Plus simplement, est-ce que le virtuel avait de l'emprise sur le réel ? Quelle en était la portée et l'efficacité ? La première résistance virtuelle allait peut-être m'aider à mieux m'ancrer dans la nouvelle réalité tant clamée et attendue du XXI^e siècle : celle de l'information et des communications.

Les racines de la colère

La révolte zapatiste est étroitement liée aux mesures néolibérales qui ont été appliquées dès les années 1980 par le gouvernement du Mexique en vue de rejoindre les rangs de l'OCDE et de régler certains problèmes économiques internes.

Lors de la crise de 1982, la dette du Mexique atteignait 96 milliards de dollars, une situation qui était aggravée par l'incapacité du Mexique à respecter son engagement concernant le remboursement par l'exportation de pétrole. Dans ce contexte, le gouvernement Salinas n'eut d'autre choix que de suivre la politique de restructuration libérale imposée par la Banque mondiale. Le Mexique vendit ainsi plusieurs compagnies nationales et se désengagea de plusieurs secteurs de l'économie. Alors qu'en 1982 l'État était présent dans plus de 1000 entreprises, il ne l'était plus que dans 209 entreprises en 1993 (Teichman 1997). Le gouvernement Salinas a d'abord ciblé les secteurs les moins productifs, comme l'agriculture, amendant l'article 27, ce qui a mis fin au caractère inaliénable de la terre et a permis la mise en vente des terres paysannes et indiennes.

Les réformes néolibérales ont transformé le pays tout en maintenant en place les anciennes formes du pouvoir. En d'autres termes, la libéralisation économique du pays ne s'est pas accompagnée d'une transition démocratique (Poitras et Robinson 1994). Les zapatistes résistent donc à des réformes tributaires d'une mondialisation économique qui draine les richesses du Chiapas au profit d'une minorité, tout en excluant les moins productifs et les autochtones de la nouvelle économie. L'État du Chiapas est en effet l'un des plus riches du pays avec son hydroélectricité, sa production agricole et son pétrole, alors qu'il arrive en tête de liste, selon tous les critères, de la pauvreté (Monod 1994 : 14). L'analphabétisme mexicain, qui atteint 30 % ailleurs, est deux fois plus élevé dans la Selva lacandone. De plus, 35 % des maisons n'ont pas d'électricité, alors que 50 % de la production électrique de l'État va vers les autres régions du Mexique. Dans 73 % des municipes, la moitié des habitations manquent

d'eau courante et de système d'égout, ce qui donne lieu à des environnements insalubres ayant un impact non négligeable sur la mortalité infantile, qui est deux fois plus élevée que la moyenne nationale. En 1993, 10 000 personnes sont mortes de maladies guérissables (Nadal 1995).

Les manifestations, les marches vaines, l'augmentation des injustices, la pression engendrée par les politiques de colonisation d'Echeverria (1972), l'augmentation démographique de la population, l'amendement de l'article 27 de la constitution qui mit fin à la redistribution des terres et à son inaliénabilité, la croissance de la pauvreté et de la répression n'ont laissé d'autre choix que le recours à la lutte armée : « Ce sont les paysans qui ont poussé le Comité clandestin de révolution indigène (CCRI) à la guerre, ils nous disaient : "comme la seule alternative est de mourir, autant choisir notre mort", alors, avec cette logique de la mort, nous avons décidé d'entreprendre l'étape de la lutte armée » (Marcos 1994 : 7).

Le 1^{er} janvier 1994, un groupe de rebelles autochtone, l'Ejército Zapatista de Liberación Nacional [Armée zapatiste de libération nationale] (EZLN), dénonce les injustices et pointe les réformes néolibérales qui en sont à l'origine. Ils envahissent San Cristobal de Las Casas, symbole de la suprématie espagnole et ancien centre commercial, et six autres villes, soit Altamirano, Ocosingo, Chanal, Oxchuc, Huistan et Las Margaritas. Ils enlèvent le Général Dominguez, ex-gouverneur de l'État du Chiapas, et déposent 34 revendications expliquant leur attaque et ayant pour but de faire respecter leurs droits. L'insurrection ne vise pas la prise du pouvoir, mais plutôt la création d'un espace national pour la démocratie, la justice et la liberté.

L'EZLN aura réussi à unifier des colons dissidents d'ethnies et de religions différentes tout en tissant des liens avec les paysans des autres régions du Chiapas et du sud du Mexique : « *The Zapatista movement has helped generalize the alliances to span indigenous and non-indigenous peasants throughout and beyond the area of frontier colonization in eastern Chiapas* » (Collier 1995 :17).

Les zapatistes dans Internet

La déclaration de guerre des zapatistes, le 1^{er} janvier 1994, fut diffusée à partir de l'appel téléphonique d'un étudiant qui était sur place et qui a communiqué avec Cable News Network (CNN). Ensuite, les journalistes sont arrivés et ont transmis l'information par l'intermédiaire des journaux, de la radio et de la télévision. L'information fut diffusée partiellement par les médias

commerciaux. Ils n'ont d'ailleurs jamais diffusé toute la déclaration, notamment les arguments et les explications de l'insurrection des zapatistes (Clever 1997 : 8).

La diffusion limitée de l'information se poursuit après le cessez-le-feu du 12 janvier 1994. Le refus systématique des médias commerciaux de diffuser toute l'information « *was a serious blockage to the ability of the zapatistas to get their message out* » (Clever 1997 : 8). En réaction à une information sommaire, ceux qui ont été témoins des événements ont fait des photocopies complètes des communiqués de l'EZLN et les ont diffusés dans Internet. Aujourd'hui, les informations sont diffusées par ceux qui produisent et utilisent les groupes de nouvelles Usenet, les conférences dans PeaceNet, les listes de diffusion électroniques, des groupes humanitaires liés de près ou de loin aux droits humains, le réseau indien et les sympathisants, les autres groupes ou sites qui ont des affinités politiques à la cause et, finalement, le réseau de féministes qui répondent « *with solidarity to the rape of indigenous women by Mexican soldiers or to the EZLN "Women's Revolutionary Law" drafted by women, for women, within and against a traditionally patriarchal society* » (Clever 1997 : 8). Tous les événements locaux anodins comme les marches, les mobilisations sporadiques, les vigiles, qui sont habituellement ignorés par les médias classiques, furent reportés dans Internet et ensuite utilisés par la communauté internationale pour dénoncer l'action du gouvernement.

Fait important, le réseau de résistance était déjà bien en place avant l'insurrection du 1^{er} janvier 1994. De plus, les Indiens, les paysans et les zapatistes au Chiapas étaient loin d'être isolés du reste du monde comme certains l'ont laissé croire. Ces groupes étaient déjà très actifs et au courant des luttes extérieures. Ils étaient déjà associés avec d'autres groupes de résistance ailleurs dans le monde. En effet, « *coalitions of dozens of groups of workers, farmers, women, students, environmentalists, and the indigenous concerned with the threats posed by the neo-liberal strategy of "free trade" were able to establish working relationships — periodically through meetings and regularly through The Net* » (Clever 1997 : 7). Ainsi, lors de l'insurrection, les réseaux « *that were forged and strengthened during that struggle were still in place and functioning when the Zapatistas declared NAFTA a "death sentence" for the indigenous and campesinos* » (Clever 1997 : 8).

Mais la véritable structuration et la consolidation d'un réseau zapatiste fut amorcée à la demande du sous-commandant Marcos, lors de la première rencontre internationale pour l'humanité et contre le néolibéralisme au Chiapas en 1996 :

Let's start a communications Network between all of our struggles, an intercontinental Network of alternative communication against neoliberalism, an intercontinental Network for humanity. This intercontinental Network of alternative communication will seek to tie together all the channels of our words and all of the roads of resistance. This intercontinental Network will be the means among which the different areas of resistance will communicate. This intercontinental Network will not be an organized structure, it will have no moderator, central control, or any hierarchies. The Network will be all of us who speak and listen (Marcos 1996).

Cette rencontre fut organisée pour favoriser les échanges et trouver des solutions, par le biais d'ateliers et de groupes de travail sur la situation au Mexique et dans le reste du monde en regard du néolibéralisme. Il s'agissait de créer un espace non hiérarchique pour continuer le dialogue à l'aide de forums virtuels, en vue de lier les résistances entre elles :

The calls for dialogue and the mandate for finding new forms of participation all find an echo in the numerous resources available on the Internet and World Wide Web... provide interested people support for participating in a variety of ways in the cultural and political struggles initiated by and subsequently inspired by the Zapatistas. They will find information necessary for attending the many forums... and, significantly, for creatively linking the histories and strategies of the Zapatistas with their own local struggles. The Internet, therefore, can serve as a "space" for an ongoing Encuentro between activists, organizations, and other interested individuals who are committed to the pro-democracy movement in Mexico and in joining the world-wide struggle against neo-liberalism and for humanity (Zapnet 1997).

Parmi les nombreux groupes de travail présents, un groupe d'Européens et d'États-Uniens se concentraient sur la création d'un réseau alternatif de communication, le Red Intercontinental Comunicación Alternativa (RICA). Le but du projet était de favoriser des discussions autour de la résistance au néolibéralisme. Plus spécifiquement, « *this proposal calls for the creation of two Internet "lists" — one for news about neoliberalism, and one for discussion and proposals for struggles — as well as an associated World Wide Web site where list postings and other material could be archived and made easily available* » (Zapnet 1996).

Cette information est prise en charge par plusieurs organisations qui coopèrent entre elles « *on some lists, for example, a cooperative division of labor has emerged so that a dozen or more people take individual responsibility for tapping and reposting relevant material from particular sources to a single site in cyberspace* » (Clever 1997 : 9). D'autres produits d'information ont été utilisés par les

zapatistes et les agents internationaux sensibles à la cause zapatiste, comme des cédéroms, la radio, la télévision et des films.

Pour résumer, les zapatistes émettent des communiqués qui sont transmis dans les Listserv des sites Web. Ces sites contribuent à la diffusion de l'information, à la création de discussions ouvertes sur le sujet, à la sensibilisation à la cause zapatiste. Par conséquent, ces producteurs de sites ne sont pas les acteurs principaux de la lutte. Ils y participent néanmoins par leur présence dans le réseau. Ainsi, par le biais de ce réseau de communication, le RICA, une image des zapatistes est véhiculée par des communiqués zapatistes, par des scientifiques qui présentent leurs points de vue sur la situation, par des rapports d'ONG et d'organisations pour les droits humains.

Les zapatistes participent à ce que l'on peut appeler le *social netwar*. Ce type de guerre virtuelle se distingue du *cyberwar* par sa nature non militaire et du *netwar* par sa nature non criminelle. En fait, le *social netwar* est principalement de nature civique. Ce type d'entreprise a trait à l'accès à l'information publique, à l'éducation (ou à la désinformation), à la propagande, à l'emploi de stratégies diplomatiques pour le public ; elle consiste en une guerre psychologique autour de l'information et des opinions (Rondfelt *et al.* 1998). Ce qui caractérise cette sorte de réseau, c'est la communication non hiérarchique entre les utilisateurs. Il n'y a pas de directeur ni de centre de commande.

Dans ce cas, l'efficacité du réseau dépend de sa capacité à lier ensemble des individus isolés autour de principes, d'intérêts et de buts communs, en vue d'agir de façon cohérente mais décentralisée. Ainsi, l'action et le pouvoir qu'exerce ce type de réseau sont décentralisés. Comme le souligne Rondfelt *et al.* (1998), tout le monde est maître de sa participation aux décisions et aux actions à l'intérieur du réseau, de sorte que tous et chacun savent ce qu'ils ont à faire. Soulignons que cette efficacité dépend, bien sûr, du degré d'affinité qui existe autour des principes et des idéologies qui auront été formés par le biais de la consultation et l'établissement d'un consensus des abonnés des listes de diffusion et des groupes de discussion.

Dans cette perspective, l'étude du contenu des discours des abonnés et des zapatistes permet d'évaluer l'efficacité du réseau à coordonner des actions non hiérarchiques et décentralisées qui échappent au contrôle d'un État hiérarchique comme le Mexique. Par ailleurs, il peut également être intéressant de se pencher sur les convergences et les divergences qui se manifestent à

l'intérieur même de ces discours. Je me suis donc attardé aux discours zapatistes diffusés dans le site Chiapas95 entre 1995 et 1998 et aux discours d'utilisateurs abonnés aux listes de diffusion Chiapas-l pendant la même période.

Articulation de la lutte locale-globale

Comment faire pour sortir d'une impasse locale et nationale ? Lorsque l'État vous a enlevé ce qu'il y a de plus cher, la terre, et qu'il ne veut plus entendre vos demandes, pour résister, il importe de développer d'autres stratégies ; c'est ce qu'ont fait les zapatistes et en particulier Marcos. En effet, Marcos a su, par sa prose, ses analyses et ses invitations intimistes, toucher la sensibilité des utilisateurs d'Internet et susciter l'unification des résistances : « *To The People of Mexico, to the Peoples & Governments of the World, to the National & International Press, Brothers & Sisters,* » (Marcos 1997). Les zapatistes ont articulé leur problème local à l'intérieur d'une problématique globale et, du coup, ils ont attiré l'attention sur les injustices, obtenu l'appui de la communauté internationale et reçu la sympathie de l'opinion publique nationale et internationale. Plus concrètement, l'EZLN a attaqué directement les causes premières de l'augmentation de la pauvreté autochtone, à savoir la réforme néolibérale au Mexique.

En étudiant la structure des communiqués de Marcos, j'ai pu observer une organisation récurrente du discours qui se présente comme suit : 1) appel adressé à la population internationale et locale, 2) débat et discours autour de la réalité autochtone et des injustices locales, par le biais 3) d'un problème global, qui justifie 4) une invitation à la résistance pour servir, de façon ambiguë et souvent non explicite, 5) la cause autochtone ou la révolution mexicaine. Ces deux derniers points m'ont amené à m'interroger sur la nature du discours zapatiste et sur le lien qui existe entre l'appel à la résistance et la cause qu'il sert. De plus, cette formulation des communiqués associée aux trois niveaux d'analyse (local, national et global) m'a permis de mieux cerner la logique révolutionnaire empruntée par les zapatistes.

Cette logique révolutionnaire est construite autour de trois stratégies, à savoir : 1) l'appel à la solidarité internationale contre le néolibéralisme pour faire pression sur le gouvernement mexicain afin qu'il se plie aux revendications sur le droit et la culture autochtone ; 2) l'intégration non discriminante au sein de la société ; 3) une stratégie locale et nationale de démantèlement du gouvernement (stratégie qui consiste à créer une force politique par le biais d'un large mouvement social mexicain), afin d'obtenir l'autonomie politique

et culturelle souhaitée, c'est-à-dire le renversement du rapport de pouvoir historique et la libération nationale de l'emprise économique étrangère.

La première stratégie repose sur le choix et l'orientation d'une lutte globale. Marcos affirmait qu'il était primordial de faire la lutte pour les autres, les exclus, les opprimés dans le monde afin que la lutte ne se réduise pas à de simples revendications locales. En agissant ainsi, il attire l'attention de la population internationale et s'assure de son appui par un discours de nature globale.

La deuxième stratégie consiste à créer un large mouvement social civil qui permettrait la création de nouveaux espaces politiques dans lesquels il serait possible de gouverner en obéissant à la communauté, en n'ayant aucun compte à rendre au gouvernement. Le moyen d'y parvenir n'est pas de renverser le pouvoir en place, mais plutôt d'exercer une nouvelle démocratie dans laquelle la règle première serait de gouverner en obéissant au peuple, et cela par consensus, à l'aide d'une force politique non partisane. En d'autres mots, la force politique serait le peuple et la collectivité. Il s'agit d'abord de reconnaître les différences à l'intérieur d'un pays pour ensuite s'asseoir, en tant que membres à part entière et égaux, à des tables de négociations pour servir le peuple. Cette approche collective débouche sur la troisième stratégie. Elle est possible par l'élaboration d'un nouveau projet national rassembleur qui assurera le démantèlement du PRI au pouvoir depuis plus de 70 ans.

En dénonçant les réformes néolibérales du Mexique, les zapatistes ont déplacé une lutte locale sur la scène internationale. En effet, sous les thèmes de la justice, de la démocratie et de la liberté, se trouvent les fondements universaux nécessaires pour rejoindre la population civile internationale. Cette lutte est perçue comme étant l'ultime bataille pour l'humanité et elle constitue une stratégie d'appoint pour les zapatistes afin de faire entendre la cause autochtone au Mexique.

Réponses à Marcos : actions globales

La réponse aux appels de Marcos a été très forte. Elle a non seulement donné lieu à des débats sur la cause autochtone, mais elle a également engendré une véritable remise en question du néolibéralisme à la grandeur de la planète. Les utilisateurs en sont venus à manifester non seulement dans les forums de discussion et les listes de diffusion, mais aussi sur le terrain, en organisant de véritables manifestations coordonnées partout à travers le monde. Par exemple, suite au massacre d'Actéal, une invitation à une manifestation conjointe avait été lancée dans le Web.

PROTEST AT THE MEXICAN CONSULATE IN TORONTO, CANADA

This is a critical moment for increasing the international pressure on the Mexican government to put an end to the war in Chiapas and to fulfill the San Andres agreements. The political pressure on the government inside Mexico is also increasing and the international solidarity is badly needed at this moment...

The protest will be taking place in front of the Mexican Consulate (199 Bay Street, at Bay and King) on Wednesday December 31st. at 11:30 am. Please call PAC-CHIAPAS at (416) 260-2375 for more information. We will be delivering a letter of protest to the consulate, so if you are unable to attend but would like to add your name to the letter (copy attached), please leave a message on the hotline. COMING TO THE PROTEST TOMORROW WILL MAKE A DIFFERENCE!!! (A #15)

Finalement, à la suite de l'appel à la manifestation conjointe le 31 décembre 1997 en réponse au massacre du 22 décembre 1997 à Acteal, c'est près de 21 600 personnes, totalisant 122 actions dans 61 villes de 15 pays sur 4 continents, qui ont participé et répondu à l'appel lancé dans le Web (Stephan Wray 1998).

La lutte est affaire d'actions et de protestations pour et par la solidarité, l'une et l'autre ne pouvant être dissociées. Plusieurs utilisateurs participent à l'une ou l'autre des actions virtuelles proposées dans le Web, comme cette action consistant à occuper cinq sites Web appartenant à cinq institutions financières du Mexique. Ces actions sont appelées des « *sit-ins* virtuels » et ont pour but de paralyser les transactions qui ont habituellement lieu par le biais de ces sites Web.

CALL FOR VIRTUAL SIT-IN AT FIVE MEXICO FINANCIAL WEB SITES

The following call for a NETSTRIKE FOR ZAPATA on Thursday, January 29, comes from the Anonymous Digital Coalition in Italy. It calls for a simultaneous world-wide virtual sit-in at five Mexico City financial institution's Web sites.

Rarely have grassroots groups exercised cyberpower in this way. Clearly people in Italy are using their creativity and imagination. This is a unique opportunity to move into new terrain for coordinated world-wide action. Be part of what is probably the first globally coordinated virtual sit-in! (A #16)

Ces manifestations sont le résultat d'une coordination et d'une solidarité sans précédent dans le Web. Elles expriment l'idée avancée par plusieurs utilisateurs au sujet de la solidarité, à savoir la possibilité de rassembler les

résistances dans le monde en une seule manifestation conjointe : « *I think it's imperative that we find a way to stand together and instead of having small demonstrations with 20 or 30 people, we need to come out in the thousands and demand human rights for all of us* » (A #17). La lutte peut donc prendre plusieurs formes. Pour certains, une simple action virtuelle est suffisante, alors que, pour d'autres, il faut combiner les deux et sortir du Web.

Les abonnés luttent contre un ennemi commun, le néolibéralisme, et attribuent au mouvement zapatiste un caractère moderne et universel. Pour eux, la lutte zapatiste doit permettre la reconnaissance des différences pour l'égalité afin de se libérer d'un système qui détermine l'existence de chacun. Or, les positions idéologiques et politiques des zapatistes sont les mêmes au sujet du néolibéralisme et du gouvernement mexicain. En effet, le PRI serait le promoteur d'une politique néolibérale qui détruit la culture indienne et subordonne l'humain au marché. Ce mouvement est perçu de part et d'autre comme une guerre contre l'humanité. Le néolibéralisme et les droits humains sont les deux éléments qui confèrent au mouvement zapatiste un caractère unique et international qui rejoint la population civile internationale sur les cinq continents et qui unifie les combats en un seul.

Cette convergence informe également sur les affinités qui rassemblent les utilisateurs et sur leurs valeurs communes. En étant sensibles aux communiqués zapatistes, les récepteurs s'allient sur la base d'intérêts communs et développent des affinités et une identité propre en relation avec la cause qu'ils partagent. On peut donc tracer les contours de cette communauté virtuelle. En effet, les individus qui participent à ces listes de diffusion partagent des valeurs universelles. Faire partie de cette communauté, c'est se questionner sur la montée de l'hégémonie d'un système économique ; c'est réfléchir et remettre en question les orientations des gouvernements mondiaux ; c'est se positionner et combattre une entité abstraite et idéologique qui a la mainmise sur les marchés mondiaux et organise la vie des citoyens de façon unilatérale ; c'est aussi réclamer le droit à la liberté, c'est-à-dire le pouvoir de décider de sa propre destinée ; c'est, également, pouvoir être entendu grâce à un processus démocratique reconnu ; enfin, c'est faire valoir ses droits en tant que citoyens égaux et à part entière dans un système qui décrète des lois au service d'une idéologie de marché à grande échelle et étouffe ainsi les particularités locales de certains groupes humains.

Cette communauté n'est pas historique, culturelle ou linguistique, mais politique et idéologique. Elle se forme autour d'une résistance à une économie

imposée. Il s'agit d'une convergence autour des principes de justice qui sont placés en ligne droite avec l'émancipation de l'individu et la préservation de la liberté. Cependant, les zapatistes conçoivent leur lutte dans une approche ethnique, nationale et révolutionnaire qui pourrait s'écarter légèrement des fins des utilisateurs.

Une arme à double tranchant

En effet, les questions concernant les particularités culturelles des autochtones sont pratiquement absentes du discours des utilisateurs. Ce qui compte pour ces derniers, ce n'est pas tant l'émancipation des autochtones ou la reconnaissance de leur demande d'autonomie politique, mais la cause en elle-même, qui est l'expression de l'ultime bataille pour préserver l'homme d'un contrôle économique. Ainsi, les utilisateurs ne souhaitent pas faire la révolution à l'intérieur de leur nation, mais plutôt défendre leurs droits afin de préserver leur nation d'une dictature économique semblable à celle qui sévit au Mexique. Cette lutte passe nécessairement par une dénonciation de la logique néolibérale appliquée par les nations qui contrôlent le Mexique et par le désir de voir le PRI, qui était encore au pouvoir à ce moment, s'éteindre pour laisser place à un gouvernement plus démocratique et soucieux des problèmes nationaux et de la liberté de ses citoyens.

Le projet national des zapatistes sert, avant tout, à établir une démocratie réelle au Mexique, qui assurera les autochtones d'une certaine liberté en tant que groupe. De cette façon, les autochtones souhaitent exercer un pouvoir national afin d'obtenir la juridiction et l'autonomie politique et économique dans leur communauté. C'est une marche vers l'autodétermination en tant que peuple. Pour eux, la seule façon de jouir de la liberté individuelle des démocraties modernes consiste à renverser le rapport de pouvoir historique avec l'État. Le moyen choisi pour y arriver est la réforme de la constitution et le démantèlement du PRI à l'aide de la société civile mexicaine. Cette lutte vise la libération nationale en autant qu'elle permette la reconnaissance des droits autochtones dans la constitution. En ce sens, l'EZLN véhicule une politique du bien commun où les valeurs sociales, historiques et culturelles priment sur l'intérêt des individus. Ainsi, les demandes zapatistes et le fonctionnement de leur organisation reflètent un modèle communautariste qui subordonne l'individu au groupe.

Or, la divergence se fait sentir sur la finalité quant aux valeurs communes. En effet, les utilisateurs et les zapatistes défendent les valeurs universelles des

démocraties actuelles, telles la liberté, la justice et la dignité. Cependant, pour les premiers, ces valeurs s'exercent sur la base de l'autodétermination de l'individu et de la liberté de choix individuel, c'est-à-dire en autant que la préservation de la liberté, de la justice et de la démocratie assure la souveraineté de l'individu à l'intérieur de la nation. Tandis que, pour les seconds, ces valeurs ont comme finalité la libération d'un groupe minoritaire, les autochtones, victime de discrimination et de domination, qui passe par la libération nationale.

Toutefois, il ne faut pas négliger l'influence et l'importance de la défense de la liberté individuelle chère aux sociétés démocratiques à travers leur lutte contre le néolibéralisme. En effet, en reliant leurs revendications locales à un problème plus général, le néolibéralisme, les zapatistes rejoignent les luttes et résistances qui ont lieu à l'extérieur du Mexique. En effet, la quête de justice zapatiste touche une corde sensible des utilisateurs : celle de la haine du néolibéralisme. Également, en utilisant les mécanismes du droit international pour se faire entendre, les zapatistes ont touché une autre corde sensible des utilisateurs : celle du droit, qui est le fer de lance des démocraties modernes et qui assure la liberté humaine.

Ainsi, la convergence se fonde dans l'aspiration des deux groupes à libérer l'homme moderne des griffes d'une entité abstraite et supranationale qui dicte sa loi. La divergence, quant à elle, repose sur le fait que les zapatistes visent en même temps l'émancipation d'un groupe minoritaire face à un gouvernement répressif. L'émancipation des zapatistes a avant tout une portée collective et nationale, alors que pour les utilisateurs, l'émancipation souhaitée est de nature individuelle et globale. En ce sens, il faut percevoir la solidarité des utilisateurs comme étant effective seulement à la condition d'une lutte contre le néolibéralisme.

L'utilisation d'Internet pour l'obtention de l'appui international constitue une arme à double tranchant. Les zapatistes ont sûrement réussi à mener une des premières guerres virtuelles de l'ère numérique. Ils ont réussi à mener une guerre d'images et de mots et ont su mobiliser des milliers de personnes de partout dans le monde grâce aux nouvelles technologies de communication et d'information. Mais l'articulation de leurs demandes locales au niveau international ne s'effectue pas sans le risque de laisser poindre des conséquences imprévisibles sur l'orientation de la lutte zapatiste. En effet, pour obtenir l'appui de la population civile internationale et développer une résistance virtuelle qui participe directement au conflit et aux réformes nationales, les zapatistes se doivent d'articuler leurs demandes selon une perspective nationaliste, qui n'a

pas d'autres fins que le renversement du gouvernement et la prise du pouvoir par le peuple qui se sera uni à ce projet. Cette voie est porteuse de dissensions au sein même des communautés autochtones, qui verront leurs revendications historiques et locales mises de côté au profit du grand nombre, à moins que le projet ne réussisse à les convaincre de se joindre à la population civile.

Globalisation virtuelle de la résistance et effondrement des frontières

Les zapatistes ont choisi de jouer globalement tout en jouant localement. En se lançant dans l'aventure virtuelle, ils ne se doutaient pas que l'appui serait si colossal. Internet est devenu leur principal allié et maître à la fois. Maintenant, les zapatistes doivent garder un lien actif avec les poches de résistances qui se sont formées partout dans le monde. Ils doivent, d'un côté, séduire la population internationale et, de l'autre, opter pour une logique nationale pour arriver à leurs fins. Cette stratégie risque de faire glisser les premiers objectifs de la lutte, à savoir les revendications autochtones.

Cependant, la résistance virtuelle exercée par les zapatistes est sans précédent et constitue un cas d'actualité brûlant, auquel il nous faudra accorder plus d'attention. Les zapatistes, par leur discours de nature globale, voient leur lutte s'institutionnaliser pour entrer dans le processus de la globalisation des résistances.

La première condition préconisée par Friedman (1994) pour définir une forte globalisation, soit la convergence des cadres de référence en ce qui a trait à l'attribution de sens face à un objet, est remplie par la convergence des discours autour du néolibéralisme. Pour ce qui est de la deuxième condition, à savoir la fidélité de ce cadre avec le lieu d'où il a été originalement produit, elle est respectée, puisque les zapatistes ont utilisé les concepts et représentations du néolibéralisme conformément à son lieu d'origine, le premier monde. Par conséquent, on peut dire que le discours de résistance des zapatistes est fortement globalisé, puisque tous peuvent comprendre de la même façon les discours et représentations qui sont véhiculés par les zapatistes et les utilisateurs sur la scène globale.

À titre de lieu de débat sur les effets du néolibéralisme dans le monde, le Web, avec ses listes de diffusion et ses groupes de discussion, permet à des individus séparés par des milliers de kilomètres de s'unir autour d'une même cause. Dès qu'ils se sentent interpellés par une cause et qu'ils se rencontrent par le biais des listes et des groupes, les internautes créent de petites

communautés virtuelles d'actions locales. Ces nouvelles poches de résistance et de solidarité deviennent des annexes du mouvement, de véritables bras virtuels qui s'étendent et se propagent en dehors des frontières et des limites traditionnelles du terrain de guerre et de résistance, échappant ainsi au contrôle des États.

Vers un nouveau contrat social global

En se faisant la porte-parole de ces poches de solidarité et de résistance prozapatistes, l'EZLN réussit à consolider et à s'approprier des résistances en gestation dans le monde. Ainsi, en fusionnant ces mouvements autour d'un enjeu commun, l'EZLN contribue à façonner de nouvelles actions globales et virtuelles. Ces actions servent directement au combat local zapatiste tout en ayant un impact réel sur la survie de ces derniers. En ce sens, nous pouvons affirmer que le *social netwar* entrepris par les zapatistes est efficace.

En effet, en s'unissant et en s'attaquant à un mouvement global comme le néolibéralisme, les acteurs du *social netwar* participent à l'élaboration de nouvelles actions civiles internationales. M'inspirant de Thériault (1995), je proposerai donc que les acteurs sont engagés, au même titre que lors de la constitution des États-nations, dans un processus de relations sociales où la volonté politique des individus sur un territoire, maintenant éclaté et global, engendre une nouvelle communauté de destin. Compte tenu de la forte globalisation culturelle du discours de résistance, on peut proposer l'hypothèse voulant que l'espace virtuel est un nouveau lieu où des individus autonomes, marqués par une volonté politique, pourront s'unir pour former de nouvelles sociétés ou de nouvelles communautés de destin virtuel sur la base d'un nouveau type de contrat social global. En ce sens, il serait fort intéressant d'étudier plus à fond les nouvelles résistances électroniques qui naissent un peu partout et qui peuvent être porteuses d'innovations politiques et sociales.

Références

- Cleaver, H., 1997, « The Zapatistas and the Electronic Struggle », <http://www.eco.utexas.edu/faculty/cleaver/zaps.html>.
- Collier, G. A., 1995, « Restructuring Ethnicity in Chiapas and the World » : 9-20, June Nash *et al.* (dir.), *The Explosion of Communities in Chipas*. IWGA Doc. # 77.
- Friedman, J., 1994, *Cultural identity and global process*. London/Thousand Oaks (Calif.), Sage Publications.
- Marcos, Sous-commandant, 1997, « Comunique from the EZLN 12-31-98 », Chiapas95, (From: NUEVO AMANECER PRESS <amanecer@aa.Net>).
- , 1996, « The RICA Proposal », <http://www.utexas.edu/ftp/student/nave/rica.html>
- , 1994, *Proceso*, 903, 21 février : 7.
- Monod, A., 1994, *Feu Maya, le soulèvement au Chiapas*. Ethnies.
- Nadal, M.J., 1995, *À l'ombre de Zapata, vivre et mourir dans le Chiapas*. Montréal, La Pleine Lune.
- Paquet, Éric, 2000, *Étude des discours de résistance sur le Web : Le cas zapatiste*. Mémoire de maîtrise (anthropologie), Université Laval.
- Poitras, G., et R. Robinson, 1994, « The Politics of NAFTA in Mexico », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 1994 : 1-36
- Rondfelt *et al.*, 1998, *The Zapatista Social Netwar in Mexico*. Santa Monica (Calif.), Rand.
- Teichman, J., 1997, « Neoliberalism and the Transformation of Mexican Authoritarianism », *Mexican Studies*, 13, 1 : 121-148.
- Thériault, J. Y., 1995, *Identité à l'épreuve de la modernité : écrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires*. Moncton (N.-B.), Éditions d'Acadie.
- Wray, S., 1998, « Electronic civil disobedience », *The Earth First*, avril 1998.
- Zapnet, 1996, « RICA proposal », <http://www.utexas.edu/ftp/student/nave/rica.html>.
- , 1997, « The Internet Encuentro », <http://www.Utexas.Edu/students/nave/zapatismo.html>.